



COMMUNIQUE de PRESSE

*« Mise en place de la TGC : les mensonges
et les correctifs de dernière minute se multiplient ! »*

Les Républicains Calédoniens dénoncent les mensonges et l'impréparation liés à la mise en place de la TGC.

Depuis 3 semaines, le gouvernement de Philippe Germain a investi des millions en publicité pour expliquer aux Calédoniens que les prix allaient baisser de 10 à 15%.

Au lieu d'expliquer, en toute honnêteté que certains prix allaient augmenter et d'autres baisser, le gouvernement a préféré cette présentation fallacieuse, dont les Calédoniens ne sont pas dupes.

Pour tenter d'obtenir quelques baisses aléatoires (la purée Mousline et la boîte d'haricots verts !) fidèles à leur méthode autoritaire, l'équipe Gomès/Germain a pris la décision d'imposer des mesures dirigistes d'un autre âge à des entreprises pourtant déjà confrontées à une situation économique dégradée et sans perspective, sans pour autant bien sûr régler les abus que les Calédoniens peuvent constater.

Il y avait pourtant des solutions simples pour que cette réforme soit une réussite :

- limiter le nombre de taux pour éviter de reproduire la complexité du système précédent ;
- mettre en place des sanctions lourdes et ciblées envers ceux qui abusent au lieu de contraindre toutes les entreprises, notamment celles qui souffraient déjà du marasme économique, et de risquer ainsi des pertes d'emplois

Le résultat est là :

- Les Calédoniens ne comprennent pas les taux applicables et l'objectif de transparence n'est donc pas atteint.
- A quelques exceptions près, les prix ne baissent pas.
- Certaines entreprises sont déjà obligées de licencier ou de ne pas garder des emplois en CDD.
- Le gouvernement prend chaque semaine des arrêtés pour réparer les erreurs

commises ou pour aider l'un ou l'autre des opérateurs, qui sera venu se plaindre *Route des artifices*, rendant la réforme totalement illisible et instable.

D'une réforme importante qui aurait pu être une réussite, Calédonie Ensemble a fait une réforme bâclée, où le souci de la communication politique a pris le dessus sur l'impératif d'efficacité économique.

9 octobre 2018